

PSC : on fait le point

La CGT revendique la sécurité sociale intégrale pour l'ensemble de la population

La Protection sociale complémentaire est une réforme issue de la Loi de transformation de la fonction publique visant à donner une protection obligatoire à l'ensemble des agents de la fonction publique (à l'image de ce qui s'est mis en place dans le privé en 2013).

Pour la CGT, sous couvert de renforcer les garanties en matière de santé des agents tout en prenant en charge la cotisation de base à hauteur de 50 %, Ils sont privés du choix de la mutuelle qui leur semble la plus adaptée à leur besoin.

Dans notre ministère, la CGT a pu introduire un cahier des charges et une protection en matière de santé basée sur un panier de soin de haut niveau lors de la négociation sur la PSC. Mais le 22 mai dernier, le ministère annonce que c'est l'opérateur Alan qui remporte le marché en matière de PSC pour le volet santé.

Ce choix est opéré de façon opaque et unilatérale par la ministre au motif qu'Alan aurait la meilleure notation selon la grille de critères établis. (voir [la suite en ligne](#))

Rencontre avec le premier ministre : la note !

Lundi 15 septembre, la CGT a rencontré le nouveau Premier ministre pour exiger des actes de rupture immédiats avec la politique du passage en force au service des plus riches, des très grandes entreprises, des actionnaires et du CAC 40.

Nous avons posé au Premier ministre des questions très précises et obtenu très peu de réponses. Cela confirme que le budget Bayrou, n'est, à ce stade absolument pas enterré.

([téléchargez le quizz](#))

SOMMAIRE

Page 1 : nouvelles de la DGFIP

Page 2 : le coin des cadres et techniciens avec l'UGICT-CGT

Page 3 : le coin du collectif aubois de la fonction publiques avec l'UFSE

Page 4 : 11 septembre 1973, devoir de mémoire

Page 6 : réflexions

Page 7 : grève 2 octobre, **AG section le 24 octobre**

Prévention des actes suicidaires

Après le chaos médiatique autour du GT du 9 juillet 2025 suite à la sortie de l'article du Monde, le DG adjoint a présidé une 2^e réunion technique le 5 septembre sur « la prévention des actes suicidaires à la DGFIP ».

Affichant une volonté de transparence totale sur un sujet aussi délicat pour notre collectif professionnel, la DGFIP a communiqué les chiffres des suicides et tentatives de suicides depuis 2020. Le contexte récent est particulièrement alarmant avec 28 actes suicidaires pour la seule année 2025 à l'ouverture de la séance (14 suicides et 14 tentatives de suicides). Et cela ne reflète que partiellement la réalité puisque le médecin psychiatre nous a expliqué lors de la FSR du 9 juillet que les données scientifiques font ressortir au moins 10 fois plus de tentatives que de suicides !

La CGT Finances publiques a dénoncé l'omerta de trop nombreuses directions locales, mais aussi la situation individuelle des agents en arrêt maladie suite à une tentative de suicide pour faire connaître aux acteurs de préventions le motif exact par crainte d'être stigmatisé ou pire par peur de représailles. Ces drames sont bien la démonstration que l'on doit revoir notre approche sociétale du vivre au travail.

OS et parité administrative partagent le caractère multifactoriel qui entraîne le passage à l'acte suicidaire. (voir [la suite en ligne](#))

LE SOIN DES CADRES ET TECHNICIENS AVEC L'UGICT-CGT



SALAIRES, RETRAITES, JUSTICE SOCIALE : IL Y A URGENCE !

Le budget du musée des horreurs doit être enterré !

Le gouvernement est tombé après avoir proposé 44 milliards d'euros de coupes budgétaires reposant sur les sacrifices des travailleurs actifs et retraités, des malades et des personnes privées d'emploi. Le nouveau premier ministre doit renoncer au "musée des horreurs" annoncé par l'ancien gouvernement, et proposer un budget qui réponde aux besoins urgents du monde du travail.

Le salaire : une priorité qui augmente pour les ingés, cadres et techs

En 2025, l'une des premières priorités des cadres et des professions intermédiaires sont les salaires. En annonçant le **gel des salaires des fonctionnaires**, l'ancien premier ministre a donné l'exemple au patronat pour qu'il applique le même tarif aux cadres et professions intermédiaires du privé. Mais rien n'est écrit d'avance : dans les négociations annuelles obligatoires (NAO) qui s'ouvrent dans les entreprises, comme dans les débats budgétaires à venir, nous pouvons gagner des hausses de salaire pour les ingénieurs, cadres et techniciens du privé comme du public.

Les prix continuent d'augmenter, les aides aux entreprises aussi... Et nos salaires ?!

Les projections macroéconomiques anticipent la poursuite de l'inflation à 1,4 % en 2026 (Banque de France). Pendant ce temps, les **aides aux entreprises continuent d'augmenter**. D'après le Sénat, elles atteignaient 211 milliards d'euros en 2023, financées principalement par nos impôts (TVA, impôt sur le revenu...). Parmi ces aides, les exonérations de cotisations sociales ont augmenté de 30 % entre 2019 et 2023 (Rapport Bozio-Wasmer). Pourquoi ? Parce que contrairement à nos salaires, leur hausse dépend du niveau de l'inflation !

Il y a urgence à augmenter l'ensemble des salaires

Pour les ingés, cadres et techs, l'évolution des salaires n'a pas suivi celle des autres catégories professionnelles : depuis les années 90, nos salaires n'ont augmenté que d'1 %, quand ils ont augmenté de 13 % pour l'ensemble des salariés du privé (Insee, 2024). Et **dans le public les salaires des fonctionnaires ont baissé de 23 % en euros constants** (Epicycle).

Les primes et autres modes de rémunérations individuelles ne sont ni suffisantes pour maintenir notre pouvoir d'achat, ni plébiscitées par nos catégories. La loi de 1983 interdisant l'indexation des salaires sur les prix va à rebours des besoins et volontés des travailleuses : 8 cadres et 9 professions intermédiaires sur 10 soutiennent la proposition de la CGT d'indexer les salaires sur les prix (ViaVoice, 2024, 2023).

Nous refusons le décrochage de nos salaires... et de nos retraites !

De si faibles niveaux de salaires aujourd'hui nous promettent des niveaux de pension catastrophiques. Les réformes des retraites imposées ces 30 années (indexation des pensions sur les prix et non sur les salaires - pourtant plus dynamiques à long terme, hausse de la durée de cotisation, etc.) conduisent à une baisse du niveau de vie à la retraite des cadres et professions intermédiaires.

Au début des années 1980, un cadre moyen partait en retraite avec 72 % nets de son salaire net pour 37,5 annuités. Un cadre moyen né en 1996 partira, à réglementation inchangée, après 43 années de travail, avec 51,4 % nets de son dernier salaire net, soit une baisse de 20 points (Source AGIRC-ARRCO, DT 2021-87).

La réforme de retraites de 2023 est aujourd'hui insupportable pour une majorité de cadres et de professions intermédiaires qui réclament son abrogation (ViaVoice, 2025). **L'inflexibilité des gouvernements successifs et du patronat sur ce sujet sont en outre la cause de la crise démocratique que nous traversons en ce moment.**

Il faut abroger cette réforme ! La CGT a fait de nombreuses propositions pour financer le retour de la retraite à 62 ans, et rouvrir la voie vers la retraite à 60 ans avec 75 % du meilleur salaire.

Le monde du travail est en position de force, nous pouvons imposer un autre budget au gouvernement et d'autres politiques pour nos salaires et nos retraites. Nous pouvons nous organiser : échanger entre collègues, rejoindre la CGT et participer à ses actions et à celles de l'intersyndicale partout en France.

Un autre avenir est possible : construisons-le.

A QUI PROFITE LA GUERRE ?

Génocide à Gaza, invasion de l'Ukraine, tensions croissantes avec la Chine, conflits en Afrique et au Moyen-Orient... La décennie 2020 marque l'ouverture d'un nouveau cycle d'escalade militaire, provoquant des centaines de milliers de morts et de mutilations à travers le monde.

Les peuples aspirent à la paix, mais les **budgets militaires explosent au sein de l'Otan et de l'Union européenne** - y compris en France.

Les marchands de mort se frottent les mains, et profitent d'un marché juteux dans lequel les États injectent des centaines de milliards sans contrôle démocratique - qui seraient mieux employés à des investissements au service des populations et du droit international. Afin d'assurer les conditions de notre indépendance et de notre capacité d'initiative internationale et pour sortir de la logique des alliances à objectif militaire, la **France doit se retirer de l'Otan**.

Construire un autre modèle, pour la paix et la souveraineté

Le droit à la paix, à la sécurité et à la liberté de circulation de tout être humain et des populations doit constituer une obligation fondamentale des États et des institutions internationales. La CGT propose :

1. La réorientation massive des crédits publics

- Priorité à la santé, à l'éducation, au logement social et aux transports, secteurs à fort effet d'entraînement économique et social.
- Dans le secteur de la Défense, le secours, l'assistance des populations ainsi que la surveillance des territoires doivent bénéficier des moyens financiers, matériels et humains nécessaires à leur mise en œuvre.

2. Planification de l'investissement en fonction des besoins sociaux et écologiques

- Sortie d'une logique de marché pour la fabrication des armes afin de planifier la production selon les besoins réels du pays et des populations.
- Développement des filières industrielles intégrées (énergie, infrastructures, transition écologique, numérique) afin de réduire les dépendances extérieures stratégiques.

3. La fin du chèque en blanc aux marchands d'armes

- Conditionnalité stricte des financements publics : développement de l'emploi, respect des droits sociaux, contribution à la transition écologique
- Interdiction des aides publiques pour les programmes destinés à l'export
- Transparence totale sur les contrats passés avec l'État.

4. Un pôle public national de la défense

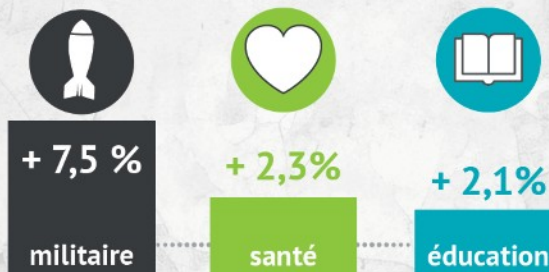
- Structure publique unique, financée par l'impôt, intégrant les activités strictement essentielles aux prérogatives de la défense nationale garantissant la souveraineté de la France.
- Contrôle et droit de regard du Parlement de toute exportation de matériel militaire.
- Démocratie sociale : consultation systématique des salariées et de leurs représentantes sur les orientations stratégiques, industrielles et technologiques du secteur.

UN POGNON DE DINGUE

Budget militaire français 2024 : 58,9 milliards €



Progression des dépenses entre 2023 et 2024



LA SOUVERAINETÉ



FAIBLE GAIN POUR LA SOCIÉTÉ...

Créations d'emplois avec un milliard d'euros :



Seules 6 à 8 % des innovations militaires trouvent un usage civil.

Derrière le rideau de fer*

11 septembre 1973 ou le coup d'État fasciste organisé par Washington au Chili

Comment les États-Unis ont contribué à l'avènement du régime brutal de Pinochet, connu pour ses meurtres, ses tortures, ses disparitions et même son terrorisme international.

Le 11 septembre commémore le 52ème anniversaire du coup d'État sanglant qui a renversé le président socialiste démocratiquement élu du Chili, Salvador Allende, instaurant un régime militaire brutal, connu pour sa répression sanglante, ses meurtres, la torture, les disparitions et la participation au terrorisme international.

Alors que les États-Unis continuent de revendiquer sans vergogne leur adhésion à des valeurs telles que la souveraineté et la démocratie, il importe de rappeler le rôle crucial joué par l'administration Nixon dans cet événement tragique. Quelques jours seulement après l'élection d'Allende, le 4 septembre 1970, Nixon et son secrétaire d'État, Henry Kissinger, ont décidé de neutraliser Allende par tous les moyens nécessaires. Comme l'écrit Christopher Hitchens dans son livre «The Trials of Henry Kissinger» :

«Une série de réunions à Washington, tenues dans les onze jours suivant la victoire électorale d'Allende, a largement scellé le sort de la démocratie chilienne. Après des discussions avec Kendall, David Rockefeller de Chase Manhattan et le directeur de la CIA, Richard Helms, Kissinger s'est rendu avec ce dernier au bureau ovale. Les notes prises par Helms lors de cette réunion montrent que Nixon n'a pas fait dans la demi-mesure en exprimant ses intentions. Il ne fallait pas qu'Allende prenne ses fonctions».

Autrement dit, avant même qu'Allende accède à la présidence (ce qui devait avoir lieu deux mois plus tard), Nixon avait déjà donné l'ordre de le renverser. Parmi les partisans d'une ligne dure figurait Henry Kissinger. Dans un mémorandum adressé à Nixon, Kissinger reconnaissait qu'Allende avait été élu de manière légitime et démocratique, «le premier gouvernement marxiste à avoir accédé au pouvoir par des élections libres».

Cette élection représentait une menace d'autant plus grande qu'elle risquait d'encourager les mouvements et les partis démocrates de gauche et anti-impérialistes ailleurs dans le monde, y compris en Occident.

«Un tel exemple aurait certainement un impact sur d'autres parties du monde, en particulier en Italie, et pourrait même établir un précédent. La propagation par contagion de phénomènes similaires aurait des répercussions significatives sur l'équilibre mondial et sur la position des États-Unis sur la scène internationale».

Kissinger persuada donc Nixon de mettre en œuvre une politique de destabilisation clandestine visant à «empêcher Allende de prendre le contrôle». La CIA a alors lancé une opération secrète de grande envergure pour empêcher Allende d'accéder à la présidence. L'opération, dont le nom de code était FUBELT, a été menée sur ordre du président Nixon et supervisée par Kissinger. Elle consistait à trouver des officiers militaires prêts à soutenir un coup d'État et à leur offrir leur soutien. Un télégramme de la CIA envoyé à ses agents au Chili le 16 octobre (Allende devait être confirmé quelques jours plus tard, le 24 octobre), indiquait :

«L'objectif clair et définitif est de renverser Allende par un coup d'État. Il serait préférable que cela se produise avant le 24 octobre, mais nous poursuivons ces tentatives au-delà de cette date. Nous devons maintenir une pression maximale en utilisant toutes les ressources appropriées à cette fin. Il est impératif que ces actions soient menées de manière clandestine et sécurisée afin de dissimuler l'implication du gouvernement américain».

L'opération impliquait l'enlèvement du général chilien René Schneider, farouche opposant à toute ingérence militaire dans le processus électoral, qu'il fallait donc éliminer. Pour mener à bien l'enlèvement de Schneider, la CIA a fourni «50 000 dollars en espèces, trois mitraillettes et un sac de gaz lacrymogène, le tout avec l'approbation du quartier général».

Comme le note Hitchens dans son livre :

«À ce stade, faisons le point. Un fonctionnaire non élu aux États-Unis rencontre secrètement d'autres personnes, sans l'autorisation du Congrès, pour planifier l'enlèvement d'un officier supérieur respectueux de la Constitution dans un pays démocratique avec lequel les États-Unis ne sont pas en guerre et entretiennent des relations diplomatiques cordiales».

Suite page suivante...

Derrière le rideau de fer*

...suite de la page précédente

Un groupe a été formé, dirigé par le général à la retraite Roberto Viaux, en lien avec un groupe ultranationaliste appelé Patria y Libertad. Le 22 octobre, Viaux a mis son plan à exécution, et Schneider a été tué par balle. Comme le souligne Hitchens, on peut affirmer avec certitude que **Henry Kissinger porte la responsabilité directe du meurtre de Schneider**, qu'il ait personnellement donné son feu vert ou non. Il a par la suite été établi que la CIA avait versé des pots-de-vin aux auteurs de l'assassinat de Schneider, puis a dissimulé ces paiements secrets pendant trente ans.

Malgré l'issue tragique du complot ourdi par son groupe, Kissinger a continué à soutenir une politique de déstabilisation économique et politique du Chili, notamment après la confirmation d'Allende à la présidence. Il s'agissait notamment de préserver des «relations étroites» avec les chefs militaires des pays voisins afin de faciliter la coordination des pressions exercées sur le Chili et de favoriser l'émergence d'une opposition au sein du pays. **L'objectif, le même que toujours, consistait à renverser le gouvernement d'Allende par tous les moyens, y compris un coup d'État.**

Les plans de Washington se sont concrétisés trois ans plus tard, lorsque le gouvernement d'Allende a été renversé lors d'un coup d'État meurtrier mené par le général Augusto Pinochet. L'étendue de l'implication directe des États-Unis dans ce coup d'État fait encore débat aujourd'hui. Dans son livre «The Pinochet File», Peter Kornbluh, directeur du projet de documentation sur le Chili du National Security Archive, affirme que les États-Unis ont été largement impliqués et ont activement «fomenté» le coup d'État de 1973.

Les actions secrètes des États-Unis ont tout au moins activement déstabilisé le gouvernement d'Allende et pavé la voie au coup d'État de 1973. On sait également que les États-Unis étaient parfaitement informés de la situation et n'ont absolument rien fait pour y mettre un terme. Nous disposons aussi de preuves de la fierté affichée par l'armée et les services de renseignement américains dans des communications confidentielles. Le rapport de situation n°2, rédigé par l'attaché naval américain Patrick Ryan pour la division navale du groupe militaire américain au Chili, fait état de ses liens étroits avec les officiers impliqués dans le renversement du gouvernement, salue le 11 septembre 1973 comme «notre jour J» et constate avec satisfaction que «le coup d'État chilien était presque parfait».

Ce qui est encore plus clair, c'est que **le gouvernement américain, et Kissinger en particulier, a apporté un soutien considérable au régime meurtrier de Pinochet**, qui a ensuite assassiné ou «fait disparaître» des milliers d'opposants politiques. Cela inclut la participation active des États-Unis à l'opération CONDOR, une opération transfrontalière d'assassinats, d'enlèvements, de torture et d'intimidation coordonnée entre les services secrets de Pinochet et d'autres dictateurs de droite au Paraguay, en Argentine et dans d'autres pays. Cela comprenait l'assassinat, ordonné par Pinochet lui-même, de l'ancien diplomate chilien Orlando Letelier, victime d'un attentat à la voiture piégée à Washington en septembre 1976 - le premier acte terroriste perpétré par un gouvernement étranger dans la capitale américaine.

La même année, lors d'une réunion privée entre Kissinger et Pinochet, Kissinger a exprimé le soutien sans réserve du gouvernement américain au dictateur chilien Augusto Pinochet : «Nous voulons vous aider, pas vous nuire», lui a-t-il dit. Ce soutien s'est poursuivi tout au long de la phase la plus répressive de la dictature d'Augusto Pinochet, de 1973 à 1981. **Malheureusement, les événements survenus au Chili n'étaient pas un cas isolé.** On trouvera facilement sur internet la liste de toutes les tentatives de changement de régime soutenues par les États-Unis durant la guerre froide, visant souvent à remplacer des dirigeants de gauche, souvent démocratiquement élus, par des juntes militaires de droite.

Thomas Fazi

SE SYNDIQUER !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :

Nous reprendrons contact avec vous
ou cliquez directement sur l'image du
cadre



Dernière photo du président Allende, prise dans le Palais de La Moneda, par Leopoldo Victor Vargas, sous-officier de l'armée de l'air, photographe auprès de la présidence de la République de 1964 à 1973.

Derrière le rideau de fer*

Réflexions

L'actualité regorge d'informations préoccupantes mais la concomitance de certains faits méritent qu'on s'y arrête...

L'article sur le devoir de mémoire du coup d'Etat au Chili par l'impérialisme américain est l'occasion de s'attarder sur quelques points.

Censure rime avec ordure

Comme les radars sur la route, les sources d'information en occident sont labellisés pour notre sécurité. La frontière avec la propagande est aussi mince qu'une feuille de papier à cigarette. Néanmoins il conviendrait justement de prendre connaissance de la propagande adverse. Adverse, ennemie ? Le climat dans lequel les dirigeants veulent nous enfermer est bien celui de la peur. La peur panique de l'« autre », la défiance et la haine que l'on retrouve dans presque toutes les rhétoriques politiciennes. Quand on n'a plus de pouvoir on doit utiliser la peur pour sauver sa peau. Censurer c'est occulter. J'y reviendrai dans deux des points suivants.

Palestine rime avec routine

La France a reconnu l'État de Palestine. Comme 77 % des pays représentant 90 % de la population mondiale. Si la Palestine n'a pas de siège à l'ONU cela n'empêche pas d'être écoeuré de la manière dont cette organisation, soi-disant respectueuse du droit international, laisse un génocide se perpétuer. L'ONU reconnaît à ce jour que plus de 350 personnes ont été tuées à Gaza (et pas par le Hamas). Le nombre des victimes civiles dépasse l'entendement et la stratégie de ciblage des populations révélée. Le site Statista donne au 17 septembre 2025 le nombre de 64.656 tués et 163.503 blessés à Gaza...

Palestine rime aussi avec estime

C'est une information qui devrait faire la une des médias : la Palestine, par l'intermédiaire de l'ambassadeur palestinien en Russie, Abdel Hafiz Nofal, a officiellement posé sa candidature comme membre légitime des BRICS. Pas un simple observateur mais comme membre... Trump a dit que les BRICS était « morts » mais la réalité semble différente. Cette organisation multilatérale regroupée autour de 5 membres fondateurs rassemble plus de la moitié de la population mondiale et attire tous les pays rejetant l'Occident. Récemment, la Chine a envisagé la création à partir des BRICS d'une organisation internationale visant à remplacer l'ONU visiblement défaillante à promouvoir la paix et surtout otage des américains. La répartition géographique des candidats aux BRICS devrait questionner les neo-cons et ultra-libéraux triomphants. Le désastre diplomatique français en Afrique n'y est pas étranger.

Renault rime avec grouillot

Les salariés de Renault ont appris qu'une partie du personnel serait reconverti dans la production de drones pour l'armée française. Ça risque de tanguer sévère. Non pas que le succès de la Renault 5 suscite des envieux (...) mais que les travailleurs devront souscrire une excellente assurance sur la vie. Ben pourquoi ? Parce que ce n'est autre que Sergueï Lavrov qui l'a dit « himself » : « l'OTAN et l'UE, par l'intermédiaire de l'Ukraine, ont déclaré la guerre à la Russie et y participent directement ». Il faut porter une attention particulière aux déclarations de la diplomatie russe. Le problème des occidentaux nourris sous les mamelles nord-américaines est un complexe de supériorité hérité d'un esprit colonialiste sans limite. Ils ne savent pas écouter ou se remettre en question. Ainsi, toute arrogance déployée, ils méprisent ceux qui ne sont pas de leur classe et n'ont de constance que ce sentiment (illusoire) de toute puissance. Auparavant, la diplomatie russe avait dit : « la Russie se bat seule contre tout l'Occident ». De prime abord cela ne change pas grand-chose. Eh bien si. La diplomatie russe ne s'exprime jamais pour ne rien dire, ou faire l'exact contraire de ce qui a été dit ou affirmé (ce qui ne dérange certainement pas les occidentaux, n'est-ce pas Hollande et Merkel?). Il faudrait sniffer régulièrement du bicarbonate de soude pour croire que les relations internationales relèvent des techniques putrides du commerce ou de la mercatique... Donc pour en revenir à nos camarades travailleurs, qui pensaient produire des voitures à pile, ils deviennent des industriels de l'armement. Dans un contexte conflictuel, ce n'est vraiment pas bon signe pour leur karma.

Faillite rime avec fuite

La rhétorique guerrière intassable des individus dont l'incompétence avérée n'égale que leur haine de leurs concitoyens est la conséquence de leur gestion calamiteuse plus tournée vers le bien-être des oligarques que vers celui des populations. L'insistance avec laquelle l'OTAN veut entrer en guerre devrait nous questionner. Qui veut mourir pour des intérêts industriels, pour renflouer les poches des actionnaires ou des multimillionnaires ? En 1938 les industriels nous ont déjà fait le coup...

« la première fois l'Histoire se répète comme tragédie, la seconde fois comme farce. » K. MARX



PAGE SPÉCIALE MOBILISATIONS

LE 2 OCTOBRE, ON ACCÉLÈRE !

L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES APPELLENT À SE MOBILISER POUR CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE PUISSANT ET OFFENSIF.

LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT NE VEULENT CÉDER SUR AUCUNE DES REVENDICATIONS DE L'INTERSYNDICALE ET DE LA POPULATION. ILS REFUSENT LES IDÉES DE RECETTES NOUVELLES QUI NE TOUCHERAIENT POURTANT QUE LES ULTRA-RICHES DANS DE FAIBLES PROPORTIONS ET PRÉFÈRENT CONTINUER À FAIRE PAYER LES TRAVAILLEURS, LES PRÉCAIRES, LES RETRAITÉS...

L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES APPELLENT À SE MOBILISER POUR CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE PUISSANT ET OFFENSIF LE 2 OCTOBRE.

17H À BAR SUR AUBE (MAIRIE)

14H À ROMILLY (BOURSE)

14H À TROYES (MAISON SYNDICATS)

BUDGET 2026: Pas question de passer à la caisse !

Le projet de budget de l'Etat 2026 prévoit :

2 jours fériés.....SAUVÉS PAR LA GRÈVE
5^e semaine de congés.....EN DANGER
Salaires fonctionnaires.....GELÉS
Assurance chômageDIMINUÉE
Droit à la retraiteREPOUSSÉ
Sécurité sociale.....ATTAQUÉE
Services publics.....DÉGRADÉS

À PAYER pour financer 211 milliards€ d'aides et exonérations aux grandes entreprises et les cadeaux fiscaux pour les ultras riches

JEUDI 2 OCTOBRE
EN GRÈVE ET MANIFESTATION
POUR IMPOSER
+ JUSTICE FISCALE ET SOCIALE !

LE 24 OCTOBRE 2025 À 9 H 30

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SECTION FINANCES PUBLIQUES

À LA MAISON DES SYNDICATS DE TROYES (1^{ER} ÉTAGE)

